

ANTI**Q**RESSE

N° 185 | 16.6.2019

SPÉCIAL CENSURE

**La fin de la caricature
de presse?**

**Michel Onfray et la
théorie de la dictature**

**Réseaux sociaux: vers
la reprise en main?**

Que se passe-t-il à Hong Kong?

Idéologie de l'inégalité

Observe • Analyse • Intervient

Chers Lecteurs,

Nous vous proposons cette semaine un «spécial censure». L'annonce de la fin du dessin satirique dans le New York Times a retenti dans le monde entier. C'est un signe des temps qu'il n'est pas difficile de comprendre. Néanmoins, comme souvent, la douleur aiguë masque les maladies chroniques, qui s'aggravent de jour en jour.

Lorsque les médias de grand chemin défendent la liberté d'expression, défendent-ils un principe universel, ou seulement *leur* liberté de dénoncer les voix détonnantes? Les contradictions flagrantes d'un bulletin officiel de la pensée unique comme *Le Temps* nous donnent un début de réponse, en plus de nous amuser par leur bien-pensance ampoulée à faire pâlir les *Précieuses ridicules*.

Sommes-nous entrés dans le

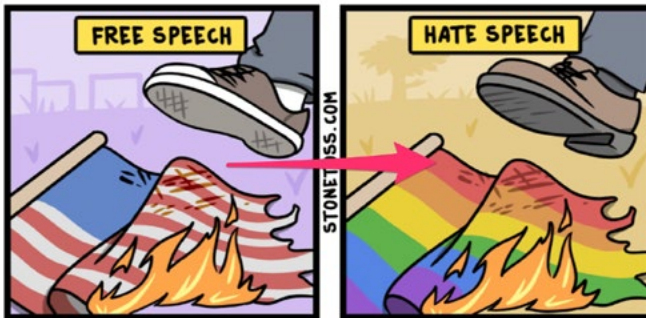
tunnel du baïllonnement totalitaire tel que décrit dans la *Théorie de la dictature* de Michel Onfray, chroniquée par le Cannibale lecteur?

Le pouvoir arbitraire de censure des réseaux sociaux conduira-t-il à une réaction des Etats et à une reprise en main judiciaire de l'expression sur internet, comme le pense notre futurologue Sébastien Fanti?

L'idéologie promue par les théoricien.ne.s de la manifestation des femmes du 14 juin peut-elle être rationnellement étudiée et contestée? N'ayant trouvé aucun exemple de recul critique dans les médias de grand chemin, nous vous proposons en supplément spécial une analyse de cette *Idéologie de l'inégalité* par Olivier Moos, chercheur en histoire contemporaine.

Bonne lecture et bonne semaine!

SLOBODAN DESPOT



LA DIFFÉRENCE ENTRE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET LES «PROPOS HAINEUX»: C'EST SELON LE CLIENT. (TWEET DE @MARKACOLLETT)

Le magazine de l'Antipresse est une publication de l'Association L'Antipresse. Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 429, Sion, Suisse. Directeur-rédacteur en chef: Slobodan Despot.

Abonnement: via le site ANTIPRESSE.NET ou nous écrire: antipresse@antipresse.net

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

It's not a balloon, it's an airship! (MONTY PYTHON)

LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

La fin de la caricature, ou quand la presse devient aveugle

SUITE AUX ENNUIS QUE LUI A VALUS UNE MAUVAISE CARICATURE REPRÉSENTANT M. NETANYAHOU TENU EN LAISSE PAR M. TRUMP, LE *NEW YORK TIMES* A DÉCIDÉ DE NE PLUS PUBLIER DE DESSINS SATIRIQUES. LA NOUVELLE A SOULEVÉ UNE VAGUE DE DÉPLO- RATION DANS LES MÉDIAS DE GRAND CHEMIN. L'HÔPITAL SE MOQUERAIT-IL DE LA CHARITÉ?

Imagine-t-on un journal arrêter sa rubrique internationale simplement parce qu'un article offensant pour Israël aurait été dénoncé en justice? Ce raisonnement à lui seul, comme nous le verrons plus loin, situe déjà le *New York Times* hors de la sphère éthique de ce qu'on appelle la presse.

LE NEW YORK TIMES EST-IL ENCORE UN JOURNAL?

Le dessin politique est consubstantiel à la presse pour ainsi dire depuis ses origines mêmes — qui s'ancrent, rappelons-nous, dans le combat d'idées. Les bons dessinateurs ont le génie de résumer des situations complexes en quelques traits de crayon et de faire surgir, quelquefois, des réalités mal aisées à exprimer en mots. Accessoirement, ils nous rappellent aussi que les choses ne sont jamais trop graves tant qu'on peut en rire. Même féroces, ils sont des soupapes de sécurité. C'est pourquoi l'URSS, jusque dans ses périodes les plus constipées, en a compté d'excellents.



PITCH DANS *VIGOUSSE*, 14.6.2019

L'affaire des caricatures de Mahomet et l'extermination subséquente de la rédaction de *Charlie Hebdo* ont cependant sonné le glas du genre. Les rares qui l'avaient annoncé d'emblée ont été traités de catastrophistes. Sitôt que l'on commence à trier entre les sujets *halal* et les sujets *haram*, l'atmosphère est définitivement viciée. C'est l'irrévérence, justement, des humoristes qui crée ce souffle

— même illusoire — de liberté. Les caricatures triées et pasteurisées sont à la liberté d'expression ce que les serres de Hollande sont à la tomate.

La brutalité expéditive avec laquelle le *New York Times* a rompu avec une tradition séculaire montre, entre autres choses, qu'en arrêtant ses rotatives et en passant au tout virtuel, ce quotidien historique s'est transformé dans son essence même. Le tournant numérique du titre, vanté par la profession comme un modèle, aura surtout consisté à lancer une palette de services lucratifs, souvent sans rapport avec le journalisme, en tirant profit de la confiance qu'inspirait un *brand* journalistique à l'identité exceptionnellement forte.

Bref, le *New York Times*, en tant que *journal*, n'était plus qu'une coquille vide, la chrysalide qui a permis l'éclosion d'un papillon tout neuf: le NYT en tant qu'*industrie* de l'internet. Or l'industrie ne connaît que le management et le management ne connaît l'éthique que si celle-ci contribue à l'efficacité. La gestion des retombées potentiellement embarrassantes du dessin politique était un fardeau: on a donc, en bons managers, tranché dans le vif.

Le «meilleur journal du monde» (selon Chappatte) peut-il agir ainsi? Mais est-ce bien le «meilleur journal du monde»? Est-ce encore un journal? Plutôt que de s'étonner de l'autocensure exercée par le NYT dans ce domaine précis, on aurait pu s'interroger sur le sens général de ses activités. Relèvent-elles encore de

l'éthique du journalisme ou de la stratégie du management? Un *canard* peut-il «perdre ses couilles» (comme l'a croqué Pitch dans *Vigousse*) dans le domaine de la caricature sans que la castration s'étende au reste? Son «héroïsme» (selon Jeff Danziger), par exemple, face au gouvernement Trump est-il l'expression d'une authentique droiture ou le reflet d'une lutte intestine de l'élite U. S., lutte où le *Times* serait le porte-voix d'une des factions? A voir, notamment, le parti pris systématique anti-Trump qu'il a adopté dans l'affaire du *Russiagate* et le nombre de rumeurs non vérifiées qu'il a relayées sans recul, sans contradiction et sans repentir après qu'elles furent éventées (suite au rapport Mueller), la réponse paraît assez claire.

Comme dans l'affaire *Charlie Hebdo*, on s'en tient à l'écorce des événements sans les situer dans leur contexte. Or ce contexte est celui d'un resserrement de la censure dont le pas de vis est constitué par les médias eux-mêmes.

HORDES MORALISATRICES ET PROGRÈS SOCIAL

Dès qu'il a eu connaissance de son limogeage, l'exquis dessinateur du NYT, «notre» Chappatte, a publié sur son site un manifeste émouvant, en anglais, pour exprimer son inquiétude. Il y notait entre autres ceci:

«Je crains que l'enjeu, au-delà des caricatures, soit plus généralement le journalisme et la presse d'opinion. Nous vivons dans un monde où la horde moralisatrice se

rassemble sur les médias sociaux et s'abat comme un orage subit sur les rédactions. Cela oblige les éditeurs à prendre des contre-mesures immédiates, paralyse toute réflexion, bloque toute discussion.»

Le constat est si alarmant qu'on en oublie de réfléchir. L'abaissement du «seuil de sensibilité» face à l'outrage, à la diffamation ou simplement à la franchise est un phénomène «sociétal» massif dont les rédactions sont les victimes... Victimes seulement?

Ainsi *Le Temps*, l'autre grande tribune de Chappatte, s'est-il mué pour l'occasion en vibrant défenseur de la liberté d'expression en publiant son manifeste en une. «Dessin de presse: fini de rire», enchérit la rédaction en citant un martyr, Cabu: «*Il n'y a pas de limites à l'humour qui est au service de la liberté d'expression car, là où l'humour s'arrête, bien souvent, la place est laissée à la censure ou à l'autocensure*».

Pas de limites à l'humour, donc? Ce n'était pas en tout cas la position du *même journal* lorsqu'il ironisait lourdement sur ceux qui s'alarmaient du progrès constant de la censure:

Le progrès social aurait accouché d'une créature hideuse: la censure. Peut-on vraiment ne plus rien dire, ou tous les propos haineux passent-ils seulement moins bien?

Il n'y a pas censure, nous expliquait l'auteur.e de ce mémorable justificatif de l'inquisition bien-pensante, il n'y a qu'un «progrès

social» qui rend moins acceptable le «discours de la haine». Il serait intéressant de connaître la position du *Temps* au sujet de cet article aujourd'hui que son dessinateur fétiche est limogé même pas par sa propre faute, mais par la contamination d'un médiocre dessin portugais jugé antisémite. La censure a ceci de commun avec les gaz de combat qu'elle balaie sans discernement et finit souvent par se retourner contre l'expéditeur. On ne lui lâche pas la bride impunément.

Comme toujours, les positions morales des médias de grand chemin sont à géométrie variable. Lorsque la foudre frappe ceux de leur camp, elle s'appelle *censure*. Lorsqu'elle tombe en face, il s'agit de *progrès social*. Encore maintenant, *Le Temps* n'illustre la règle du «fini de rire» que lorsqu'elle frappe ceux du camp du bien, en l'occurrence les satiristes anti-Trump. Que les réseaux sociaux, harcelés justement par une «horde moralisatrice» LGBT et islamo-gauchiste, censurent massivement ces jours-ci les comptes («réactionnaires»), cela ne les concerne pas, relevant du «progrès social». Quant à l'extradition de Julian Assange signée cette semaine même par le gouvernement britannique — défaite historique pour la liberté de l'information et énième perfidie d'Albion — il n'y avait personne dans les rédactions pour s'en occuper. Et même plus de caricaturiste pour l'immortaliser...

CANNIBALE LECTEUR de Pascal Vandenberghe

L'âne Benjamin et le progrès

ET SI 1984 ET *LA FERME DES ANIMAUX* DE GEORGE ORWELL ÉTAIENT PLUS DES MANUELS DE PHILOSOPHIE POLITIQUE QUE DES ROMANS? SI CES DEUX LIVRES S'INSCRIVAIENT DANS LA LIGNÉE DES MACHIAVEL, LA BOÉTIE, HOBBS OU ROUSSEAU? C'EST À CES QUESTIONS QUE RÉPOND MICHEL ONFRAY DANS SON DERNIER LIVRE, *THÉORIE DE LA DICTATURE*(1).

Contrairement à un Camus, par exemple, dont l'œuvre se partage entre fiction et essais théoriques, cette catégorie lui ayant permis de ne pas échapper aux penseurs institutionnels, ces derniers ne se sont guère intéressés à celle d'Orwell(2), composée de romans et de récits. Il ne fut donc pas «pris au sérieux», dans ce sens qu'on ne considère généralement pas ses livres comme relevant de la philosophie politique.

Ce n'est pas l'avis de Michel Onfray, qui tient «*la pensée politique de George Orwell pour l'une des plus grandes. À égalité avec Le Prince de Machiavel ou le Discours de la servitude de La Boétie, le Léviathan de Hobbes ou le Contrat social de Rousseau.*» Partant de l'idée que 1984 et *La ferme des animaux*, permettent non seulement de penser les dictatures du XXe siècle (nazisme et stalinisme), mais aussi les dictatures de tout temps, Onfray nous offre ici une mise en perspective remarquable de l'œuvre d'Orwell.

Dans un premier temps, citant de larges extraits de 1984(3) pour documenter son argumentation, il en dégage «sept commandements» constitutifs de la dictature: + détruire

la liberté, + appauvrir la langue, + abolir la vérité, + supprimer l'histoire, + nier la nature, + propager la haine et + aspirer à l'Empire.

Chacun de ces commandements nécessite un certain nombre d'actions. Ainsi, par exemple, pour le premier d'entre eux, détruire la liberté, il faut: assurer une surveillance perpétuelle; ruiner la vie personnelle; supprimer la solitude; se réjouir des fêtes obligatoires; uniformiser l'opinion; dénoncer le crime par la pensée. Après avoir explicité cette théorie de la dictature à partir de 1984, c'est la théorie de la Révolution, telle qu'Orwell l'a exposée dans *La ferme des animaux*(4), qu'Onfray s'attache à décrypter.

Et enfin, et c'est là que l'on comprend le sens de la démarche d'Onfray, il va s'efforcer de voir dans quelle mesure — à tout hasard, sait-on jamais? — la société française actuelle présenterait des caractéristiques qui l'apparenteraient à une dictature, en la passant dans le tamis de ses «sept commandements». Il ne se livre donc pas à un exercice théorique ou stylistique «hors sol», mais bien à une critique concrète de

la société actuelle à partir des écrits d'Orwell.

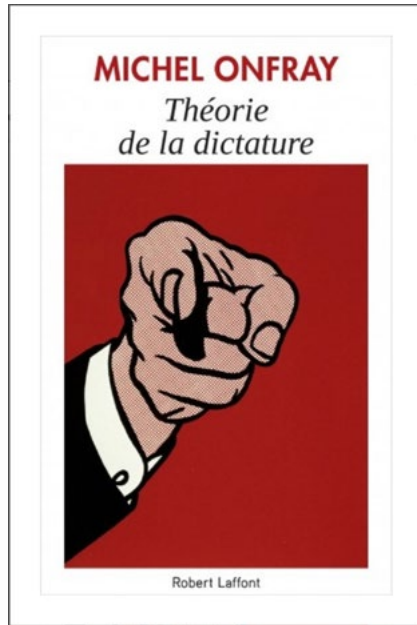
Il commence par retracer la généalogie de ce qu'il appelle «l'Empire maastrichtien»: de Gaulle, tant qu'il resta au pouvoir, c'est-à-dire jusqu'en 1969, s'opposa à ce que la France perde sa souveraineté et que l'Europe devienne une province états-unienne(5), quitte à fabriquer le mythe d'une France majoritairement résistante durant l'Occupation, et à composer avec celui d'un Parti communiste auto proclamé «parti des fusillés». Après l'intermède pompidolien, c'est avec la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, à partir de 1974, que la France va entrer dans ce qui deviendra l'Empire maastrichtien, pour n'en plus sortir, et certainement pas avec Mitterrand entre 1983 et 1995, après le tournant dit «de la rigueur». À partir de 1968, le monopole culturel de la gauche communiste s'atténue, au profit de celui du gauchisme culturel, dont Giscard s'aura s'encadrer des principaux mentors, avec les BHL, Glucksmann et autres Maurice Clavel. Giscard pose les bases d'une Europe libérale, à laquelle se rallient

les anciens soixante-huitards après avoir soutenu les régimes dictatoriaux, de Cuba à la Chine: «*en cela ils sont restés fidèles, ils aiment les formes politiques qui tiennent les peuples en laisse.*» Tous les pouvoirs et tous les médias, pendant plus de deux décennies, vantèrent les mérites de l'abandon de souveraineté au profit d'une arnaque, et criminali-

sèrent toute pensée déviant de cette ligne. Lorsque, pour la première fois, sous Chirac, on demanda son avis au peuple, en l'occurrence sur le traité constitutionnel, en 2005, et que ce mauvais peuple le refusa à 54.68%, on fit passer le traité de Lisbonne — changer juste le nom, voilà qui est malin! — sans plus lui demander son avis, au peuple. Comme l'écrivait Brecht: «Le peuple a mal voté? Alors il

faut dissoudre le peuple!» Et nous voilà, quelques décennies plus tard avec cet Empire maastrichtien, dans une époque qui a pris la couleur du «progressisme nihiliste».

C'est sous forme de «thèses» que, dans sa conclusion, Onfray confronte ses sept commandements aux réalités d'aujourd'hui. Et je dois dire qu'il tape juste et précis. Ainsi, dans sa



deuxième thèse (« La langue est attaquée»), lorsqu'il parle du monde du livre, la flèche touche sa cible en son centre — et je suis bien placé pour le savoir! — lorsqu'il écrit: «*Quand les métiers du livre donnent leurs chiffres, afin qu'ils semblent bons, ils parlent du livre en général, mais ils intègrent dans cette catégorie le manga et la bande dessinée, le livre de développement personnel et les livres pratiques [...]. Quand on a mis de côté les livres publiés par des people [...], le livre digne de ce nom se porte très mal...*» Et ce n'est guère moins juste quand il aborde sa quatrième thèse (« L'histoire est instrumentalisée»): «*Il est impossible aujourd'hui de travailler sereinement sur des sujets comme Bernard de Clairvaux et les Croisades, Robespierre et la Terreur, Pétain et le régime de Vichy, Hitler et la Shoah, Lénine et octobre 1917, mais aussi sur l'islam et le colonialisme, l'esclavagisme ou la guerre d'Algérie [...] sans libérer un flot de morale moralisatrice.*»

Une dernière? D'accord! Sixième thèse (« La haine est encouragée»): «*Dans la configuration postmoderne, la haine va à ceux qui ne s'agenouillent pas devant les vérités révélées de la religion autoproclamée progressiste. La presse d'État subventionnée par l'argent public, mais également les médias privés, eux aussi dépendants de l'argent public versé par le même État pour vivre et survivre, activent la haine sans vergogne. C'est leur fonds de commerce.*»

Tout est en parfait ordre de marche: ce «progressisme» toxique

a désormais infiltré et contaminé toutes les strates et tous les domaines de la société française. L'annihilation de la pensée commence dès le plus jeune âge, se poursuit avec les réseaux sociaux, et les élites s'occupent de tout: journalistes, politiciens, économistes, sociologues, syndicalistes et autres techniciens sont aux manettes. Dans *La Ferme des animaux*, seul l'âne Benjamin rechignait à rejoindre le clan des progressistes. Onfray conclut en écrivant ne pas être sûr lui non plus de vouloir être progressiste. Quant à moi...

~~~~~  
NOTES

1. Michel Onfray, *Théorie de la dictature* (Éditions Robert Laffont, 2019).
2. 1984 n'apparaît par exemple à aucun endroit dans *Les origines du totalitarisme* de Hannah Arendt, alors qu'il eût pu y trouver naturellement sa place.
3. Sans contester que l'ancienne traduction de 1984 (d'Amélia Audiberti, Gallimard, coll. «Folio», 1972) nécessitât peut-être d'être «rafraîchie», je partage le scepticisme d'Onfray quant au choix de remplacer, dans la nouvelle traduction (de Josée Kamoun, Gallimard, coll. «Du monde entier», 2018), certains mots quasiment entrés dans le langage courant par d'autres, comme par exemple «novlangue», devenu «néoparler», ou «police de la pensée», devenu «mentopolic». On se demande bien pourquoi...
4. George Orwell, *La ferme des animaux* (1945, Gallimard, coll. «Folio», 1984).
5. Michel Onfray rappelle à bon escient que le nom de code du Débarquement, *Overlord*, se traduit en français par «suzerain». Tout un programme...



FUTURISK par Sébastien Fanti

# Réseaux sociaux: de l'arbitraire à la multirégulation

**L**ES GÉANTS DE LA TECH RÈGNENT AUJOURD'HUI SUR L'USAGE DES RÉSEAUX SOCIAUX, PUNISSANT ET EXCLUANT LES UTILISATEURS DE MANIÈRE ARBITRAIRE. MAIS LE RETOUR DE BÂTON EST INÉVITABLE. QUE SE PASSERA-T-IL LORSQUE LES ÉTATS REPRENDRONT LA MAIN?

**13 juin 2019** Horrifié, Tom Shark découvre l'histoire d'un jeune homme accusé sur les réseaux sociaux, par son ex-employeur, d'avoir enlevé, puis tué son chien. Son nom figure clairement sur la publication de l'ex-employeur qui, en sus de le vilipender, le tague ce qui *de facto* équivalait à une condamnation publique. Les commentaires ne sont pas tendres avec cet ex-apprenti, les défenseurs des animaux s'étant manifestés en nombre et sur un ton nettement accusateur. On ne tarde pas à tomber dans l'excès, d'aucuns vouant aux gémonies l'auteur présumé et appelant même à l'occire. Plusieurs centaines de personnes déversent leur haine sans aucune mesure et il en est même qui s'adressent à ce jeune homme en le menaçant de représailles.

C'est alors que son téléphone sonna. Un homme se présenta à lui en lui indiquant être le père de ce jeune ex-apprenti et souhaiter son aide pour mettre un terme à la curée numérique. Tom lui expliqua alors la difficulté de la tâche et les nombreuses démarches à accomplir. Dans un premier temps, il procéda à un signalement aux différents réseaux sociaux, sans toutefois être certain de pouvoir obtenir un résultat. Ceux-ci excitant de leur soumission au droit américain, il est difficile de s'extraire de la sacro-sainte liberté d'expression garantie par la constitution américaine. Les modérateurs, bien qu'en constante augmentation, sont dans l'incapacité

de faire face à toutes les annonces qui leur sont transmises. De surcroît, les réseaux sociaux font confiance à l'intelligence artificielle, nonobstant le fait qu'elle soit encore peu efficace pour les contenus haineux.

Après quelques semaines, Tom rappelle le père du jeune homme et l'informe du résultat de ses démarches. Une action judiciaire s'impose car, comme cela était prévisible, les réseaux sociaux n'ont pas supprimé l'intégralité des publications litigieuses. Cette situation exaspère Tom, car les algorithmes décident de manière arbitraire et aléatoire d'une suppression de contenu. L'un des cas les plus éclairants a trait à la suppression d'une image de la Vénus de Willendorf, eune statuette de 30'000 ans conservée au musée d'histoire naturelle de Vienne. La politique de modération implique en effet l'interdiction de toute forme de nudité, même suggérée. *De facto*, les règles numériques sociétales ne sont plus l'apanage des États, respectivement de leurs citoyens, mais de multinationales usant et abusant d'algorithmes.

**21 juin 2025** Tom Shark se prélassa dans sa résidence secondaire sur les hauts de Zermatt. Il consulte épisodiquement son ordinateur tactile et pliable qu'il glisse dans la poche intérieure de son pantalon connecté. Pour pouvoir se détendre, il a désactivé la connexion de son jean à cet ordinateur, connexion qui

générait des alertes sonores et des vibrations à chaque événement prédéfini. Le chatbot installé sur la page d'accueil de son site web lui permet au demeurant de parer au plus pressé, soit de répondre aux demandes les plus simples et d'orienter celles, plus complexes, qui nécessitent un suivi réel.

Son regard est alors attiré par le HELP figurant en lettres majuscules sur le courriel qu'il vient de recevoir. Un père de famille explique en substance que son fils en litige avec son ex-employeur est accusé d'avoir maltraité, puis fait disparaître le chien de ce dernier. Une campagne a été lancée sur les réseaux sociaux par les internautes pour obtenir une comparution immédiate numérique devant le Tribunal international des réseaux sociaux.

Cette instance a été créée suite à l'adoption d'une convention internationale sur la régulation d'Internet. Les États ont littéralement repris en main les réseaux sociaux et ils ont instauré différents modes de règlement des litiges. Parmi ceux-ci figurent des Cours permettant une comparution immédiate et le prononcé de sanctions qui vont d'une exclusion temporaire au bannissement définitif, comportant la déconnexion de toute infrastructure électronique. Les citoyens qui exagèrent sont ainsi réduits au silence public.

Cette tendance à la multirégulation a limité la liberté d'expression de manière spectaculaire. Après l'arrestation de Mark Zuckerberg et sa condamnation à 25 ans de prison pour avoir créé une hydre numérique et en avoir perdu le contrôle, tous les CEO des géants de la Tech doivent désormais obtenir un agrément étatique dès que le nombre de leurs clients dépasse le million. Chaque année, leur société doit présenter un bilan intitulé VICE-VERTU incluant les problèmes et les points positifs générés. Le fait de permettre à des

membres d'une famille de se retrouver est appréhendé positivement, alors que celui de ne pas empêcher un violeur de contacter sa victime l'est très négativement. En fonction de la balance annuelle et d'un suivi de progression, le précieux sésame permettant de continuer l'exploitation est octroyé ou non. Les règles de régulation sont désormais fournies par les États eux-mêmes, États qui ont intégré dans un algorithme sobrement appelé L@w Dr@gon toutes les règles juridiques et la jurisprudence. Lorsqu'un cas concerne plusieurs États, des règles de bienséance numérique communes permettent de tenter la conciliation, puis d'obtenir un projet de jugement. Tout est désormais sous contrôle.

Tom répond alors au père de ce jeune homme qu'il l'assistera en cas d'audience devant le Tribunal international des réseaux. Il adresse ensuite un bref courriel à la Cour, indiquant que son client conteste les griefs émis à son encontre. Cela a pour conséquence immédiate de geler, soit de faire disparaître les commentaires dans l'attente d'une décision.

**Conclusion** L'autorégulation prônée par les géants de la Tech depuis de nombreuses années a démontré ses faiblesses. C'est un genou à terre que Mark Zuckerberg a dû reconnaître son incapacité à maîtriser le bébé qu'il avait fait grandir et qui s'était mué en Brutus. Il est à craindre, à l'aune de cette perte de contrôle confessée, qu'une multirégulation ne se mette en place et qu'elle n'emporte avec elle les garanties fondamentales que sont la liberté d'expression et la liberté de penser autrement. Avant que nous ne basculions dans l'excès inverse, le citoyen doit se manifester pour obtenir un contrôle démocratique de cette régulation, contrôle qui pourrait se fonder sur une Constitution du numérique que chaque pays adopterait.



THÉ D'ORIENT par Laurent Schiaparelli

## Vol de néocons au-dessus de Hong Kong

**L**ES RUES DE HONG KONG ONT CONNU DES MANIFESTATIONS IMPORTANTES LE WEEK-END DERNIER, QUI SE POURSUIVENT, ET NE SONT PAS SANS RAPPELER CELLES DU MOUVEMENT *OCCUPY CENTRAL* DE 2011-2012. BIEN QU'AYANT LEUR ORIGINE DANS DES QUESTIONS DIFFÉRENTES, ELLES RÉVÈLENT QUE LES MÊMES ENTITÉS SONT À LA MANŒUVRE DEPUIS L'ÉTRANGER, UTILISANT LES MÊMES RESSORTS, DONT L'INDIGNATION ET LA VIOLENCE ÉTUDIANTE(1).

### NON À L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT JURIDIQUE ENTRE COMPATRIOTES CHINOIS ET HONGKONGAIS

La raison du mécontentement populaire est un projet d'amendement législatif initié suite au meurtre d'un résident de Hong Kong par un autre hongkongais à Taïwan, et des difficultés de son extradition vers Taïwan pour y être jugé. Le projet d'amendement, appelé en anglais «HKSAR's Fugitive Offenders Ordinance and Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Ordinance» a pour objectif de ne pas laisser Hong Kong devenir un refuge pour les criminels de Hong Kong, qui commettraient leurs méfaits dans le reste du monde chinois (Chine, Macao, Taïwan) et qui ne peuvent être extradés dans l'état actuel de la loi. La lutte contre la criminalité transfrontalière est une

responsabilité que le gouvernement de Hong Kong prend très au sérieux.

Une partie de la société civile hongkongaise, du moins sa composante toujours prompte à s'enflammer dès qu'il y a une occasion de s'opposer au gouvernement de Hong Kong, et *in fine* à Pékin, encouragée par des médias alternatifs (aux financements obscurs ou provenant de fondations pour les «sociétés ouvertes») a rapidement oublié la raison d'être de l'amendement, et déplacé le sujet sur le terrain de *la-démocratie-et-les-droitdom* en clamant que cet amendement permettrait potentiellement à Pékin de demander l'extradition d'opposants ou d'agitateurs anti-gouvernementaux de Hong Kong pour *les juger injustement* en Chine.

Ces soldats de la liberté sont contre

une égalité devant la loi de tous les compatriotes Chinois. Ils se sentent Chinois lorsque cela leur permet de faire des affaires et de s'enrichir en Chine, mais Hongkongais quand il faut faire face à la loi.

#### **LA PATROUILLE ANGLO-AMÉRICAINE À LA RESCOURSSE OU À LA MANŒUVRE?**

Les forces d'intervention anglo-saxonnes ont saisi l'occasion pour s'immiscer dans cette question interne à la vie politique chinoise. Le Département d'État américain et le Ministre anglais pour l'Asie et le Pacifique ont appelé publiquement le Conseil législatif de Hong Kong (l'assemblée locale) à abandonner ce projet d'amendement, qui a pourtant reçu le soutien de la Chief executive (l'équivalent du gouverneur lorsque Hong Kong était sous domination anglaise), Carrie Lam. Des manifestations de soutien ont été «spontanément» organisées dans d'autres villes du monde anglo-saxon où se trouvent d'importantes communautés de la diaspora chinoise, par des associations étudiantes traditionnellement hostiles à Pékin.

Selon la Loi basique en vigueur depuis la rétrocession de Hong Kong à la Chine en 1997, Hong Kong jouit d'une large autonomie, garantie jusqu'en 2047, dans la plupart des domaines, dont le judiciaire, selon un cadre appelé «Un pays, deux systèmes». Pourtant, on ne peut imaginer que Hong Kong, intégrée à la Chine à tous les niveaux, et dont l'assimilation au réseau economico-politique de la Chine du Sud ne fait que s'amplifier, pour son plus grand bénéfice économique, continue de réclamer des droits

spéciaux interdits aux citoyens chinois, et des passe-droits dans des affaires de criminalité économique ou des questions transfrontalières qui relèvent du droit pénal. C'est ce que Pékin tente de faire comprendre progressivement à la population de Hong Kong depuis 20 ans, mais qu'une frange de cette population, toujours les mêmes (les jeunes, les anticommunistes rabiques, certains petits commerçants, les «intellectuels» en sciences sociales) fait mine de ne pas comprendre.

Le mouvement *Occupy Central* (copié sur *Occupy Wall Street*) de 2011-2012 avait été clairement soutenu financièrement, en logistique d'occupation d'espaces publics, et médiatiquement depuis l'étranger, avec des ramifications allant jusqu'à l'officine de la CIA, le National Endowment for Democracy, qui avait «formé» à Washington l'indispensable figure du «leader étudiant télégénique», un agitateur de 17 ans à l'époque des faits, puis l'avait financé pour la création d'un parti politique anti-Pékin à Hong Kong.

Aujourd'hui, ce mouvement social, qui n'a pas encore choisi sa place publique emblématique ni sa couleur de prédilection, adopte la même stratégie de division de la société civile entre les «anti-Pékin» qui voient l'œil de Pékin partout depuis 1997 et refusent d'accepter que Hong Kong fasse désormais partie de la Chine, que son intégration totale n'est qu'une question de temps, et les pragmatiques, la majorité, qui ont compris que Hong Kong dans son ensemble, qui doit son existence et sa prospérité au développement et à la prospérité chinoise, n'a rien à gagner

d'une confrontation avec Pékin sur des thèmes qui n'enflamment que les adolescents, les idéologues et les agitateurs à la solde de l'étranger.

### REPORTERS SANS VERGOGNE

Pour terminer sur une note d'humour, signalons l'intervention courageuse de l'ONG française Reporters sans frontières contre le Conseil législatif de Hong Kong, le sommant, depuis leurs bureaux de l'étranger, d'abandonner son projet de loi. Le quai d'Orsay est-il à court d'opérateurs à qui déléguer l'expression de l'indignation officielle?

Non contente de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays souverain, quelle est la crédibilité d'une organisation qui se laisse aller à la puérole tentative de compiler, mais encore de publier en ligne un «mur des cons», dans le style du syndicat de la magistrature parisien dont ils sont très proches idéologiquement, appelé la Galerie des prédateurs, brocardant tous les hommes d'États que les médias de grands chemins occidentaux ont pris en grippe. Cette liste noire met dans le même sac des présidents du calibre de Vladimir Poutine, Xi Jinping, Bachar el-Assad et Recep Tayyip Erdogan, le premier ministre singapourien Lee Hsien Loong, avec leurs ennemis sur le terrain comme l'État islamique, des organisations criminelles comme le cartel Los Zetas, les Houthis du Yémen, les Talibans afghans, les Shebabs somaliens. La tentation bolchevique de la liste noire jusqu'au ridicule.

RSF tente une *mise en garde* de l'assemblée législative d'un territoire appartenant à la Chine souveraine, notamment en agitant sa nouvelle

mascotte, un dissident chinois de l'époque de la place Tiananmen sorti du placard pour l'occasion, qui n'a aucune légitimité à mettre en garde le gouvernement de Hong Kong, puisqu'il doit figurer lui-même sur un «mur des cons» du Parti communiste chinois, ne pouvant plus entrer ni en Chine, ni à Hong Kong, ni à Macao depuis 1989. RSF ne fait que son piteux travail de relais de l'Empire anglo-américain, avec les moyens low-cost du bord.

Imagine-t-on le gouvernement de Pékin, de concert avec une ONG chinoise, sommer le gouvernement de Puerto Rico ou de Guam de reconsidérer un projet de loi local?

Encore et toujours, les médias de grand chemin occidentaux et leurs affidés se trouvent des causes nobles à défendre loin de chez eux, au lieu de balayer devant leur porte. En effet, on attend toujours la *mise en garde* de RSF contre les «prédateurs» sur le sol français qui ont agressé les journalistes Astrid de Villaines, Bernard de la Villardièrre, Vincent Lapierre ou Tristane Banon.

Nous reviendrons sûrement à ces manifestations qui n'ont pas fini de faire parler d'elles, mais qui ne font pour le moment pas dévier le gouvernement de Hong Kong et celui de Pékin de leur trajectoire d'intégration progressive et totale de Hong Kong à la Mère Patrie.

Hong Kong, le 12 juin 2019.

---

#### NOTE

1. 360 personnes de moins de 25 ans risquent l'incarcération pour les violences de dimanche dernier.

Passager clandestin

## Olivier Moos: Idéologie de l'inégalité

**O**LIVIER MOOS A UN DOCTORAT EN HISTOIRE CONTEMPORAINE (EHESS ET UNIVERSITÉ DE FRIBOURG). SES SUJETS DE RECHERCHE PORTENT SUR LES PROCESSUS DE CONSTRUCTION IDENTITAIRE ET LE COMPORTEMENT SOCIAL ET POLITIQUE DES GROUPES RELIGIEUX EXTRÊMISTES. IL LIVRE ICI UNE RÉFLEXION POSÉE SUR LES IDÉES DIRECTRICES DE LA GRÈVE DES FEMMES DU 14 JUIN 2019.

**Une lecture critique des deux Manifestes pour «la grève féministe et des femmes»**

**En raison de la longueur exceptionnelle de ce texte, nous vous le proposons en tant que cahier séparé, à télécharger sous deux formats:**

• **PDF:**

<https://antipresse.net/ideologie-de-linegalite/>

• **EPUB (LISEUSE):**

<https://antipresse.net/docs/Moos.epub>

**Vous pouvez également le consulter en libre accès (et le partager!) sur le site de l'Antipresse:**

<https://antipresse.net/moos-ideologie-inegalite/>



## TURBULENCES

### #IRAN | La provocation US, cartes sur table

Comme on pouvait s'y attendre, le gouvernement US n'a pas attendu de preuves pour accuser l'Iran dans l'attaque des pétroliers dans le golfe d'Oman. Dans la confusion régnante, on peut avancer toutes les hypothèses. La journaliste d'opposition Caitlin Johnstone, cependant, énumère «sept raisons d'être hautement sceptiques à l'égard de l'incident du golfe d'Oman»:

- \* Mike Pompeo est un menteur avéré, notamment à propos de l'Iran.
- \* L'Empire US est connu pour son usage de mensonges et de «faux drapeaux» dans le déclenchement des guerres.
- \* John Bolton a ouvertement promu le mensonge pour faire avancer les agendas militaires.
- \* Le recours aux attaques sous faux drapeau est une idée déjà communément répandue dans le «marais» de Washington.
- \* Le Département d'Etat a déjà monté des *psychops* afin de manipuler la narration sur l'Iran.
- \* Le récit des événements actuels n'a aucun sens.

Même si l'Iran avait bien perpétré l'attaque, Pompeo en serait encore à mentir.

Cet argumentaire long et fouillé mérite lecture, ne serait-ce que pour l'incroyable série de montages parfaitement cyniques et assumés de la part des responsables américains.

S'il est une perle dans ce florilège, c'est probablement la conférence du directeur de recherches du Near East Policy think tank, Patrick Clawson, réclamant sans ambages: «il nous *faut* une attaque sous faux drapeau pour déclencher la guerre avec l'Iran!»

### #GENETIQUE | L'acquis écrasé par l'hérédité?

Robert Plomin, généticien au King's College de Londres, vient de jeter un énorme pavé dans la mare. Après des décennies de relativisation du patrimoine génétique, il soutient, études à l'appui, que celui-ci est déterminant pour l'avenir des enfants, depuis leur forme physique jusqu'à leur position sociale. Au point que l'éducation qu'ils reçoivent en deviendrait presque secondaire...

La thèse a de quoi faire bondir au plafond des armées de progressistes. D'autant que Plomin est très droit dans ses bottes:

«Est-ce également vrai pour l'intelligence et la personnalité? — Absolument. En tout cas pour ce qui est des capacités cognitives...»

(Source: [NewScientist](#))

### #CENSURE | Thinkspot, la plateforme qui ne vous bloquera pas

A mesure que les réseaux sociaux abandonnent leur rôle de plateformes de service pour se transformer en éditeurs (et donc censeurs) de contenus, la résistance s'organise.

Ainsi le psychologue Jordan Peterson, devenu mondialement célèbre pour son franc-parler devant les journalistes, s'apprête à lancer Thinkspot, une plateforme sur abonnement «anticensure» qui promet de faire du brut.

L'auteur de *12 règles de vie* et son équipe en sont à la phase du beta-testing d'une aire de «discours libre de toute censure» au moment où Facebook, Twitter, YouTube et Pinterest se livrent à un tri arbitraire des comptes «admissibles». Peterson lui-même avait abandonné la plateforme de sponsoring Patreon après un cas flagrant de censure frappant un YouTubeur.

La seule règle de conduite de *Thinkspot*, selon son fondateur, serait de s'en tenir à la lettre de la loi: «*Nous ne vous bloquons que si nous y sommes contraints par un tribunal américain*».

### #RUSSOPHOBIE | Un cas pas trop logique

André Markowicz est un vrai bilingue. Né à Prague, de mère russe et de père français, il a dès son enfance pratiqué deux langues et deux cultures, ainsi prédestiné à devenir un trait d'union — ou un passe-muraille — entre ses deux pays d'origine. Sensible à l'esprit et à la palpitation du russe comme du français, il a acquis sa notoriété en traduisant les œuvres complètes de Dostoïevski en 29 volumes. Son travail a été loué et couronné de divers prix, mais a aussi été l'objet de vives critiques. Pour rendre en français le rythme du russe et son «oralité», à savoir la plus grande proximité de la langue russe écrite avec sa version parlée, Markowicz n'a pas hésité à braver les règles de la grammaire française. Il s'est ainsi autorisé dans ses traductions à se passer du «ne» de la négation, comme nous le faisons couramment dans la langue parlée. Alors que Dostoïevski n'a pas manqué de traducteurs depuis la fin du XIXe siècle, et non des moins doués, l'entreprise de retraduction de Markowicz consiste aussi à se mettre en résonance

avec la langue française actuelle pour mieux toucher le lecteur.

Poète lui-même, Markowicz s'est senti appelé à devenir le passeur en français de la poésie russe classique et, tâche souvent considérée comme impossible, à traduire Pouchkine, cette âme rebelle et ce monstre sacré qui continue d'habiter et d'inspirer les Russes après deux siècles. Il a ainsi tenté de transmettre au lecteur français la vibration produite en lui par les vers d'Eugène Onéguine, et de ceux de poètes méconnus, contemporains de Pouchkine, sous le titre *Le soleil d'Alexandre* [Pouchkine].

Au journaliste du *Nouvel Observateur* qui lui posait la question en 2011: «Vous allez souvent en Russie?», Markowicz répond «Non, je déteste ce pays». Le journaliste: «Vous le détestez? Cela paraît incroyable...». Markowicz: «C'est un pays brutal, outrancièrement nationaliste. Et les inégalités sont aujourd'hui tellement criantes. C'est vraiment dégueulasse. Et puis je déteste voyager.»

Ce que le traducteur de Pouchkine, Dostoïevski et Tchekhov déteste, ce n'est pas la Russie de Poutine et son régime, mais bien le pays et les gens dont il adore la langue et la littérature. Un cas freudien de relation amour/haine, plutôt que de russophobie.

J.-M. Bovy

## Pain de méninges

### L'HISTOIRE VUE PAR LES JOURNAUX

En Espagne, pour la première fois, je vis des articles de journaux qui n'avaient absolument aucun rapport avec la réalité des faits, pas même ce type de relation que conserve encore le mensonge ordinaire [...] Je vis l'Histoire qui s'écrivait non pas suivant ce qui s'était passé, mais suivant ce qui aurait dû se passer, selon les diverses lignes officielles.

— George Orwell, *Hommage à la Catalogne*, 1938 (1955 éd. française), au sujet de la Guerre d'Espagne.